

INTERPELLATION DE M. FOURNY À M. DEMOTTE, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT WALLON, SUR « LA RÉFLEXION SUR L'IDENTITÉ WALLONNE PROPOSÉE PAR MONSIEUR LE MINISTRE-PRÉSIDENT »

M. Dimitri Fourny (cdH). – La semaine dernière, vous en avez surpris plus d'un en annonçant que la Wallonie devait débattre de son identité et en déclarant « *qu'il manque à la Wallonie un projet identitaire et mobilisateur, un projet qui soutienne une conscience collective wallonne décomplexée* ». Alors que le débat lancé chez nos voisins sur l'identité française ne semble pas vraiment être un exemple à suivre et que ses initiateurs ont même fini par l'enterrer eux-mêmes, vous comprendrez aisément que certains soient un peu dubitatifs suite à vos déclarations. Certes, le contexte n'est pas le même et vos explications indiquent incontestablement que vous n'avez pas non plus les mêmes objectifs et que vous ne vous placez évidemment pas dans une perspective d'exclusion.

Alors, changer « Région wallonne » en « Wallonie » : pourquoi pas ? Mais n'est-ce pas déjà, bien souvent, une réalité du langage courant ? Et, surtout, doit-on vraiment pour cela lancer un grand débat sur l'identité wallonne ? Sans oublier que pour changer cette dénomination d'un point de vue officiel, il faudra changer la Constitution et donc avoir l'appui de la Flandre et de Bruxelles. Par conséquent, un tel débat arrive-t-il vraiment au bon moment alors que nous approchons de l'expiration du délai concernant « BHV » ? Devons-nous vraiment nous engager dans une telle réflexion identitaire, alors qu'il était plutôt réconfortant ces derniers temps de voir nos partenaires flamands eux-mêmes être un peu moins préoccupés par les dossiers communautaires et les questions d'identité ? Quel serait l'intérêt pour les francophones de relancer le débat sur ces thèmes ? Quelle serait la pertinence de ce qui pourrait passer pour de la « musculation » politicienne ? À juste titre, la Wallonie a toujours été fière de ne pas sombrer dans l'identitaire que nous dénonçons chez certains partis du Nord du pays. Pourquoi prêter dorénavant le flanc à la critique ? Quelle est l'urgence, en mars 2010, de se lancer dans une telle introspection, largement déconnectée des problèmes concrets et des préoccupations des Wallons ? N'y a-t-il pas d'autres priorités ? Alors que nous sommes en pleine crise économique et budgétaire, que les restructurations et les licenciements se succèdent, je crois que poser la question, c'est y répondre. Il me semble évident que nous avons hélas à faire face à d'autres urgences.

À mon sens, l'identité wallonne se fera d'elle-même, de manière positive et au fur et à mesure du redressement de notre Région et de la réussite de son redéploiement. Bien davantage que par les débats abstraits sur « l'identité » ou les questionnements introspectifs sur les « symboles wallons ». Je suis convaincu que c'est par des réalisations comme le Plan Marshall et son successeur le Marshall 2. Vert, bref, par des avancées politiques, sociales, économiques concrètes, que chacun se sentira « Wallon » et fier de la Wallonie.

Certes, la crise mondiale est venue ternir un bulletin extrêmement positif et ralentir les progrès réalisés depuis quelques années avec le Plan Marshall. Mais cela doit surtout nous renforcer dans notre volonté d'aller de l'avant et certainement pas nous distraire de cette tâche pour nous replier sur nous-mêmes. Alors que la Belgique — et la Wallonie — vont bientôt présider l'Union européenne, il nous faut évidemment travailler de manière dynamique dans un cadre plus large, dans des perspectives plus ouvertes et plus globales. La crise économique elle-même est d'ailleurs venue nous rappeler qu'il fallait davantage de coopération et non davantage de repli.

Dès lors, j'ose espérer que votre proposition de débat et de réflexion s'inscrit réellement dans cette démarche d'ouverture, basée sur les progrès déjà réalisés et faisant du succès du redressement de la Wallonie en Belgique et en Europe, son véritable « objectif identitaire ». De toutes façons, ne croyez-vous pas, comme moi, qu'une identité ne peut pas se décréter à coup de réflexions et de symboles, mais plutôt qu'elle se vit au jour le jour et se réalise avant tout par elle-même et par ses réussites collectives ? Et donc que c'est en travaillant en priorité à ces réussites collectives — par des initiatives politiques et socio-économiques — qu'on favorise réellement le développement d'une telle identité wallonne ?

Les précisions que vous avez fournies il y a quelques jours semblent rejoindre mon propos et je m'en réjouis. Il ne s'agit pas tant d'identité wallonne que de confiance, d'image et de *coaching* afin d'éviter un autodénigrement contre-productif.

Voilà comment nous pourrions contribuer au redéploiement de la Wallonie. Continuer à travailler comme nous le faisons doit rester votre priorité. Il n'y a que sur cette base que l'identité pourra se développer.

M. Rudy Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon. – J'ai confiance dans les Wallons et les Wallonnes pour qu'ils prennent leur destinée en main. Je suis satisfait que nous tenions ce débat

aujourd'hui sous l'angle d'une identité mobilisatrice. Mon initiative va dans ce sens. Ce débat doit engendrer la mobilisation. Il s'impose par les faits. Cela fait une semaine qu'il fait la une de la presse. C'est un débat riche qui mérite de la nuance. Il porte sur un sentiment fondamental qu'est la conscience d'appartenir à un mouvement, une Région et d'en partager certaines valeurs fondamentales.

Nous devons commencer par le travail. En effet, la Wallonie n'a pas parachevé son redéploiement économique, il est donc d'autant plus urgent de parler de conscience collective et d'appartenance pour défendre un projet. Il faut donner l'appui d'une fierté partagée à tous nos efforts pour le redressement économique de la Région.

Toutes les opinions se sont manifestées à cette tribune, mais quel que soit le degré d'engagement, on sent qu'on a envie de servir la Wallonie. Si le débat est récurrent, il a beaucoup mûri. La Wallonie a changé et l'intérêt d'une identité a aussi changé. Je citerai un propos d'Alice de Tim Burton qui, placée en face de son identité, dit : « *Je ne sais pas vraiment qui je suis. Hélas, le moi que vous me demandez d'expliquer n'existe plus. Je suis une autre, voyez-vous* ». Je relie ce propos à la Wallonie. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la régionalisation n'a rien apporté. Beaucoup d'éléments pourraient en effet être énumérés, notamment celui des exportations. À l'inverse, on attribue aussi des défauts à la Wallonie. Il faut dire aussi que 80 % de l'économie est encore aux mains du Fédéral. On ne peut donc pas tout reprocher à la Wallonie.

Pour ceux qui ont peur des dérives nationalistes, je veux leur dire que je suis tout sauf quelqu'un d'enclin au nationalisme. Je tiens à remercier M. Fourny, qui me donne l'occasion de confirmer que tout projet wallon se conçoit dans l'ouverture. J'ai écrit un pamphlet qui appelle à l'ouverture et à la tolérance. Je reste inscrit dans cette lignée aujourd'hui. Ainsi, dans les sondages, la raison d'être la plus fière pour les Wallons, c'est d'être une terre d'accueil. Sont de Wallonie, les gens qui vivent et oeuvrent pour la Wallonie.

On ne peut pas mener de grands projets qui ne soient pas portés par la population. Il n'y a pas d'assimilation avec le débat tel qu'il a lieu en France. On ne cherche pas de « wallonitude ».

Le débat sur l'identité wallonne n'est pas considéré non plus comme une agression par rapport à la Belgique ou à Bruxelles. Il n'y a aucune concurrence ni hiérarchie entre les sentiments d'appartenance. Je suis Européen, Belge, Francophone vivant en Belgique et j'appartiens à l'espace Wallonie-Bruxelles. Ces appartenances institutionnelles font aussi l'essor de la démocratie.

Il n'y aura pas de campagne coûteuse avec affichage. Ce n'est pas le but, ce n'est pas l'esprit. La coalition que nous représentons ne partage pas cette vision. Il faut que nous soyons capables de nous mobiliser ensemble pour quelque chose qui nous dépasse.

L'affirmation de la conscience wallonne passe par de bons résultats économiques. C'est pour cela que nous travaillons d'arrache-pied. Déjà un an avant la fin de la législature précédente, nous avons actualisé le Plan Marshall. Les moyens pour atteindre de bons résultats économiques sont au centre de la DPR et de la DPC.

Sans retard, nous voulons disposer d'une stratégie forte mais concertée. La conscience wallonne passe par là, il faut donc que toute notre action s'oriente vers cette finalité. Il faut aussi consacrer des questions à notre mobilisation parce que cette mobilisation passe par le respect de soi.

Nous devons en débattre maintenant, dans le contexte de la crise. Quand on parle d'identité positive, de fierté partagée, de culture d'entreprise, ce sont des ingrédients du succès. Je souhaite que des mots positifs caractérisent la Wallonie, que de nouvelles habitudes permettent de dire : « ce succès est wallon ». Je veux qu'un patron, un créateur, un travailleur se dise : « Si lui l'a fait, pourquoi pas moi ? »

Il s'agit d'oeuvrer à une prise de conscience qui va au-delà des campagnes ponctuelles d'image pour la Wallonie. Il faut un projet mobilisateur. Je veux développer un véritable esprit d'entreprise avec les 3.400.000 Wallons, leur avenir se joue et nous en sommes les représentants.

Selon les économistes, l'économie est d'ailleurs grandement tributaire du contexte psychologique. Construire un cadre d'émulation positive est indispensable. C'est mon devoir de le faire. Sous la précédente législature, je suis régulièrement allé à l'étranger et en Flandre, pour les convaincre de ce que notre réalité était différente de la perception qu'ils en avaient. Il était important de dire que les Wallons veulent, par la mise en exergue de leurs qualités, faire en sorte que ceux qui développent les mouvements centrifuges ne trouvent pas des arguments dans notre délitescence.

Nous devons certes être conscients de notre passé glorieux, mais nous devons aussi être fiers de ce qu'on construit aujourd'hui pour demain. Nous devons adhérer au redéploiement en y participant par la mobilisation.

C'est donc précisément le moment d'avoir cette discussion sur la manière de mobiliser les gens. Je veux travailler à cela. Le moment est idéal, il n'y a pas d'élection programmée, au même titre que quand M. Charles Michel lance le débat sur le vote obligatoire. Tous les débats sont légitimes

lorsqu'ils sont lancés pour contribuer à l'amélioration de la situation. Était-il utile de lancer un débat sur le port du voile, qui est aussi un élément identitaire ? Nous avons aujourd'hui, dans notre société, tellement de sujets à débattre et nous ne devons pas nous emporter quand des questions sont posées.

Toutes les Régions n'ont pas été mises en exergue en même temps et de la même manière. La Région de Bruxelles n'a pas reçu tous les instruments comme ce fut le cas pour les Flamands et les Wallons. Nous demandons que chacun soit respecté.

Des pistes sont sur la table. Elles sont tirées de l'observation de ce qui a été fait et dit durant les décennies écoulées. Est-il scandaleux de demander qu'on mette au frontispice de notre Région le mot « Wallonie » ?

Lorsqu'on entend parler des autres Régions du monde, on les appelle par leur nom, sans que ce soit une mise à mal du principe fédéraliste quand il s'agit d'Entités fédérées.

Le fait de parler de Belgique, de nos Régions sous forme d'adjectif est un reliquat des années '70. Nous étions alors placés devant de légitimes interrogations. Il ne convient certainement pas d'être demandeurs de réformes, je l'ai répété à de nombreuses reprises, mais il y a des débats qui ont été devancés par notre action.

Par exemple, celui de la dénomination de notre Assemblée, qui s'est longtemps appelée Conseil régional wallon. La même chose peut se dire de la dénomination de l'entité communautaire. C'est dans le forum organisé entre les Parlements qu'on a demandé d'emprunter la dénomination Wallonie-Bruxelles, avec la difficulté que les Flamands ne veulent pas que Bruxelles soit dans cette logique de représentation avec la Wallonie dans un axe d'alliance.

Nous avons intérêt à nous consacrer à la discussion sur notre perception de nous-même. J'ai lu avec attention les propos de M. Louis Michel et de M. Hervé Hasquin sur cette question. Ce dernier déclare en effet, dans *Le Soir*, qu'il était paradoxal que le terme « Wallonie » ne figure nulle part dans nos textes législatifs. Il trouvait également légitime d'encourager un sursaut de fierté wallonne. « Les gens sans fierté n'avancent pas et ne progressent pas », ajoutait-il.

Il ne s'agit donc pas d'une question qui divise la Majorité et l'Opposition. Je voudrais aussi me référer aux propos positifs de M. Richard Miller qui avait introduit une demande pour parler de la Fédération Wallonie- Bruxelles. Je trouve cette demande légitime parce qu'elle s'inscrit dans les conclusions du forum que nous avons mis en place.

Nous devons affronter le débat sur la manière de mobiliser les hommes et les femmes de Wallonie sur leur devenir commun. À Charleroi, récemment, avec Marie-Dominique Simonet, nous réfléchissions aux effets de la mise en place des bassins scolaires. Voilà un exemple où l'on donne de la fierté par la mise en commun des éléments institutionnels qui nous sont donnés à maîtriser.

Il n'est pas bon d'avoir des représentations d'institutions qui ne sont pas clairement identifiées. Quand les Commissions parlementaires apprennent que nous voulons mettre un synoptique avec tous les logos, tous les symboles, pour qu'il y ait un peu d'ordre, on nous dit que c'est une bonne idée. Nous voulons le faire.

Pour l'aspect plus symbolique de Namur capitale, c'est un choix qui a été fait en 1986 avec une Majorité qui rapatriait une série d'administrations de Bruxelles et qui, dans le même temps, confortait l'établissement de notre institution.

Nous réaffirmons la volonté de coopération, nous ne devons pas laisser la place à l'équivoque. Nous devons faire en sorte de répondre aux demandes qui sont faites. J'ai d'ailleurs été interpellé par écrit par Maxime Prévot sur l'utilité de repositionner notre Capitale wallonne.

En ce qui concerne la question des décorations, j'ai reçu un courrier de notre Présidente d'Assemblée proposant d'instituer une médaille du Parlement.

Je ne veux pas me moquer d'initiatives de cette nature. Il y a une légitimité à entamer ces débats.

Nous avons devant nous de sérieux défis, à la fois économiques et institutionnels. Si nous le voulons, nous pouvons mener les deux de front. Il y a aussi des débats que j'affectionne, comme le pratique, voire l'utilitarisme. La Wallonie a ses défis et elle veut les transformer en opportunité. C'est ce que le Plan Marshall propose d'ailleurs.

On ne peut pas attendre que tout aille bien pour commencer à dire du bien. Il y a aujourd'hui une nécessité d'avoir une action qui détermine la confiance. Vous allez me dire qu'il s'agit peut-être de la politique de la poule et de l'oeuf. Je pense qu'au contraire, nous devons avoir une réflexion concomitante sur ces sujets dont la Communauté Wallonie-Bruxelles et notre respect envers Bruxelles.

Oui, Madame la Présidente, nous voulons réfléchir à différents éléments de symbole qui permettent de reconnaître les mérites des Wallons et des Wallonnes. Oui, Monsieur Prévot, nous avons intérêt à reconnaître notre Capitale de Namur, ce qui ne devient en rien un élément de différenciation par

rapport à nos amis de Bruxelles. Nos positions ne sont pas tellement éloignées. Je présenterai d'ailleurs au Gouvernement une note d'orientation qui expose à ces matières.

Pour ceux qui pensent que ce débat pourrait avoir un impact négatif sur les relations communautaires, c'est mal me connaître parce que j'ai le souci de la cohabitation, de la coopération et du respect mutuel. Avec le calme qui me permet de traverser un certain nombre d'épreuves, je ne peux pas non plus accepter qu'une série d'événements émaillent notre vie quotidienne sans que, jamais, nous ne réfléchissions à nous-mêmes. Quand on gomme la Wallonie de certaines cartes, quand on injurie les Wallons dans des stades de football, je dis qu'il y a une alternative d'urgence pour nous. C'est d'être tolérants, d'apprendre la tolérance et d'en faire notre valeur.

Mme la Présidente. – Avant de céder la parole aux Députés pour leur réplique, je souhaiterais apporter un complément d'information. M. le Ministre-Président a lu un extrait d'un courrier que je lui ai adressé au début du mois de mars dans lequel je lui faisais part de la décision adoptée par le Bureau au sujet de différentes activités dans le cadre des trente ans du Parlement wallon. Il y figure notamment l'idée d'une médaille du Parlement, mais aussi celle d'organiser un colloque autour de la place de la Wallonie dans un État fédéral.

L'idée d'inaugurer au Parlement une galerie de portraits des anciens Présidents a également été évoquée. Enfin, a été aussi émise l'idée de permettre à tous les citoyens wallons qui visitent notre Capitale, de mieux visualiser la place du Parlement wallon.

Voilà une série d'initiatives prises en janvier dernier et qui doivent maintenant se concrétiser. Celles-ci se feront peut-être en complément de celles qui seraient organisées par le Gouvernement.

M. Richard Miller (MR). – J'ai bien écouté ce qui a été prononcé par les uns et les autres et je tiens à y répondre point par point.

Monsieur le Ministre-Président, il ne faudrait pas se tromper. Je n'ai pas dit que le débat que vous aviez lancé était stupide ou débile. Je n'ai pas dit qu'il arrivait à un mauvais moment. Je suis convaincu de l'importance de cette problématique de l'identité. Ce que j'ai voulu exprimer, c'est le reproche que je fais à votre Gouvernement et à votre formation politique qui, à mes yeux, ont raté tout ce que la régionalisation pouvait permettre.

Vous dites que ce débat devait absolument se tenir maintenant. Je pense qu'à ce sujet, M. Fourny a émis beaucoup plus de critiques que moi. Il a dit que ce débat était déconnecté des problèmes des Wallons, qu'il existait d'autres priorités et qu'il ne fallait pas nous distraire de cette tâche. Il a également ajouté qu'on ne pouvait pas construire une identité à coups de décrets. C'est donc plutôt dans l'aile humaniste de la Majorité qu'il y a eu le plus de critiques. Vous vous arrangerez entre vous. Au sujet de la remarque de M. Collignon, j'ai eu l'impression que ce dernier n'était pas très en forme aujourd'hui. Il a même un peu pédalé dans la choucroute. À un certain moment, il a fait une sorte de *melting pot* incroyable en disant qu'il était honteux que je dise que la régionalisation n'avait rien apporté, alors qu'il y avait eu les luttes sociales de 1960. Excusez-moi, mais il est vrai que les Wallons ont manifesté en 1960 et 1961 pour revendiquer une régionalisation et qu'ils ont marqué leur confiance en celle-ci, mais le processus ne s'est enclenché que dans les années 70 et le reproche que je vous fais, c'est que votre parti politique n'a pas utilisé les moyens que la régionalisation lui donnait pour créer. À ce sujet, Monsieur le Ministre-Président, vous avez dit que la régionalisation avait notamment amené davantage d'exportations. Je n'ai jamais dit le contraire, mais ce que je vous reproche c'est que la régionalisation qui devait être ce qui allait créer l'identité wallonne et le sentiment d'appartenance à une région, vous ne les avez pas donné à la population.

Vous avez galvaudé l'outil de la régionalisation. Tous les régionalistes qui ont été les portes-parole de votre mouvement n'ont pas réussi à créer l'identité wallonne. La preuve, c'est que vous venez nous dire ici qu'il n'y a pas d'identité wallonne !

M. Collignon a également dit que M. Cheron venait ici mettre en avant l'identité de la Communauté française, alors que celle-ci, selon M. Collignon, ne va pas bien non plus. Je ne vois aucune raison de se réjouir du fait que la Communauté française ait des problèmes. Si elle en a, c'est peut-être à cause des lois de financement que vous avez votées en 1989. Vous avez mis les Wallons et les Francophones à genoux d'un point de vue financier.

Mon reproche n'est pas, Monsieur le Ministre-Président, que vous ayez voulu avoir ce débat. Mon reproche est de dire que, alors que vous aviez les outils pour créer cet engouement et cette adhésion des Wallons et des Wallonnes, vous les avez ratés parce qu'à chaque Déclaration de Politique Régionale, vous reprenez un plan que vous rebaptisez autrement, mais qui est chaque fois la même vieille resucée. Le reproche est de dire que vous aviez mal utilisé les outils que vous aviez en mains. Avec vous, les Wallons sont fondamentalement cocus !

Lorsque vous avez reproché à M. Kubla d'avoir osé dire qu'il n'aimait pas votre Majorité, je peux vous

dire que moi non plus je ne l'aime pas, et que je la combattrai jusqu'au bout. Fondamentalement, je vous attends dans un débat où vous réussirez à démontrer que ce que je vous ai dit à propos de la régionalisation n'est pas exact.

Contrairement à ce que vous a dit M. Collignon tout à l'heure, je crois beaucoup plus à une Wallonie européenne, je crois beaucoup plus à une fédération Wallonie-Bruxelles car c'est uniquement à ce niveau-là que nous sortirons peut-être un jour la Wallonie de l'ornière dans laquelle vous l'enfonchez depuis des années.

M. Marcel Cheron (Écolo). – À la suite de cette série d'interpellations, j'ai un sentiment mélangé. S'il s'agit d'un débat essentiel, d'un vrai débat, que va-t-on faire pour qu'il prenne solidement racine et résiste aux tempêtes que constituent les défis à venir ? S'il ne l'est pas, nous allons passer à autre chose. Pour autant que ce débat accouche, je ne pense pas que ce sera d'une souris, mais peut-être d'accessoires et d'oripeaux.

Quoi qu'il en soit, la Wallonie dispose d'atouts. Elle a un projet, une volonté et tous ceux qui nous regardent vont nous juger.

M. Christophe Collignon (PS). – Je pense que le Ministre-Président a eu le mérite de rapprocher les points de vue. Le débat sur l'identité ne doit pas s'enliser dans son sens péjoratif. Au contraire, quand cette notion est appréciée positivement, elle crée dynamisme et esprit d'entreprendre et relève de l'appartenance. Un sentiment de confiance s'installe. Quand on demande aux citoyens d'entreprendre, il faut d'abord qu'ils croient en un projet.

D'autre part, j'ai du mal à suivre M. Miller concernant la régionalisation. Quand vous nous dites que ce n'est pas le bon chemin à suivre, le fait est que je ne pourrais jamais vous suivre et ce, d'autant plus pour la situation institutionnelle de la Belgique. Les Wallons doivent se prendre en charge eux-mêmes. De plus, c'est assez paradoxal quand vous nous reprochez de ne pas avoir mis en place cette identité wallonne quand on sait, des dires de M. Hervé Hasquin, qu'il y a quinze ans, M. Jean Gol lui avait proposé de participer à un ouvrage sur l'identité francophone, ce qu'il avait refusé, jugeant qu'il s'agissait d'une ineptie et que cela n'existait pas. Il est étonnant que ce soit vous, aujourd'hui, qui nous reprochiez de ne pas avoir assez travaillé sur l'identité francophone.

FAIT PERSONNEL

Mme la Présidente. – La parole est à MM. Miller pour fait personnel.

M. Richard Miller (MR). – J'ai parlé de fédération Wallonie-Bruxelles.

DÉBAT SUR LE RENFORCEMENT DE L'IDENTITÉ WALLONNE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE 29, 8 DU RÈGLEMENT (SUITE)

M. Christophe Collignon (PS). – Dans le contexte actuel belge, il s'agit de faire en sorte que nos citoyens ne soient pas floués. Un débat intra-francophone ne peut être qu'une plus-value. Pour ma part, j'ai choisi un fédéralisme basé sur trois Régions. Si on basait celui-ci sur deux Communautés, il s'agirait d'une opposition et il faudrait alors gérer les Flamands qui sont à Bruxelles. Me concernant, il y a eu une résolution qui affirme le lien entre le fédéralisme et ses trois piliers. J'y reste attaché.

M. Dimitri Fourny (cdH). – Je remercie le Ministre-Président pour son intervention empreinte de pragmatisme, de volonté d'action et de